

6^e Séminaire international du projet
« INNOVATIONS CURRICULAIRES, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET
EDUCATION A LA PAIX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE »

**“Innovations curriculaires pour apprendre à vivre ensemble:
Intégration de l'éducation à la paix et de la lutte contre la
pauvreté ”**

Kigali, Rwanda, 13-17 octobre 2008

Bureau international d'éducation UNESCO (BIE), Coopération technique
allemande au développement (GTZ) / Ministère de la coopération et du
développement économique allemand (BMZ) et Ministère de l'éducation du
Rwanda

RAPPORT FINAL

1. Introduction
 2. Etude sur la préparation à la vie et au travail : commentaires et propositions
 3. Présentation des résultats et des acquis du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne »
 4. Liens entre l'étude sur la préparation à la vie et au travail menée par la GTZ et le BIE UNESCO et le projet du BIE UNESCO
 5. L'éducation à la paix : une dimension à intégrer dans l'éducation contre la pauvreté
 6. La suite du projet : élargissement et approfondissement du travail
 7. Conclusions et recommandations
 8. Annexes (disponibles sur
http://www.ibe.unesco.org/French/poverty/poverty_fr.htm)
-

1. Introduction

Ce rapport thématique suit la logique des rapports des précédents séminaires du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » : il souligne les points forts du travail réalisé, les questions soulevées et les propositions de travail pour la suite du projet.

Participants

59 participants venus de 14 pays d'Afrique Subsaharienne ont pris part aux travaux du sixième séminaire international du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » : Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Congo-Brazzaville, Guinée, Kenya, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Sénégal et Rwanda. L'Afrique du Sud, initialement invitée au séminaire, n'a malheureusement pas pu y participer pour des raisons financières.

Les 59 participants étaient composés de :

- 4 membres du BIE-UNESCO, dont la Directrice, Mme Clementina Acedo
- Collègues des Bureaux UNESCO de Bamako- couvrant le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Guinée (Mme Valérie Djiozé, Spécialiste de programme Education) et de Windhoek- couvrant la Namibie, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Lesotho et le Swaziland (M. Edem Adubra, Spécialiste de programme Education).
- 2 experts internationaux (Mme Ana Benavente (Portugal) et Mme Lynn Van der Elst (Afrique du Sud))
- Délégations de 14 pays d'Afrique Subsaharienne (composées de 1 à 3 membres, essentiellement des directeurs nationaux du curriculum et des décideurs de haut niveau)
- Coopération technique allemande au développement (GTZ)
- Commission nationale rwandaise pour l'UNESCO

Etaient aussi présents, les autorités locales (le ministère de l'éducation du Rwanda), ainsi que des représentants de services de coopération et d'autres agences internationales à Kigali (voir la liste des participants, annexe 3)

Le BIE a pris en charge les équipes pays du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté » et les 6 autres pays (4 de l'étude « Préparation à la vie et au travail » et 2 qui font partie des projets Education de la GTZ) ont été entièrement pris en charge par la GTZ. D'autres coûts du séminaire ont été également partagés par le BIE et la GTZ. Le Ministère de l'Education du Rwanda a aussi contribué en mettant à disposition certaines facilités (salle de séminaire, etc.).

Enfin, nous tenons à souligner le très bon accueil, le plein support organisationnel et logistique et la participation active du Ministère de l'éducation du Rwanda. Il faut également noter la présence de Son Excellence Mme Daphrosa GAHAKWA, Ministre de l'Education du Rwanda qui a tenu à présider la cérémonie d'ouverture du séminaire.

La participation active de la Directrice du BIE, Mme Clementina Acedo, durant les deux premiers jours du séminaire a permis d'organiser une réunion de travail avec la coopération allemande au développement (GTZ) sur les possibilités de partenariat entre les deux

institutions dans le cadre de ce projet et d'autres activités communes ; et la possibilité d'entreprendre ensemble les efforts de mobilisation de fonds courant 2009. La Directrice du BIE s'est également engagée à faire remonter les résultats du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne » à la 48^{ème} session de la CIE, notamment à travers l'exposition et la présentation par Mme Ana Benavente (rédactrice invitée du N°146) de la revue Perspectives N°146 consacrée aux résultats des 4 premières années du projet.

Objectifs et organisation du séminaire

L'objectif de ce sixième séminaire a été de lancer la nouvelle phase du projet « *Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne* » et partager les résultats de l'étude de la GTZ et du BIE sur la « *Préparation à la vie et au travail* », il s'agissait de :

- Partager et analyser l'Etude sur la “*Préparation pour la vie et pour le travail*” en tant que document de référence conceptuel et méthodologique: exploration des liens entre l'éducation à la paix et la lutte contre la pauvreté dans la perspective de l'apprentissage du vivre ensemble.
- Dresser le bilan des résultats du Projet réalisés à ce jour (C'est-à-dire le renforcement des capacités; les innovations curriculaires; leçons apprises; *Perspectives 146*)
- D'élargir les équipes de pays participantes par l'intégration d'autres pays
- De promouvoir des échanges entre pays anglophones, francophones et lusophones
- D'identifier des voies d'amélioration du curriculum mis en œuvre et écrit pour une éducation de qualité pour tous
- D'élaborer un cadre conceptuel et méthodologique du Projet et d'élaborer conjointement un plan de travail pour 2008-2009.

Modules thématiques du séminaire :

L'équipe BIE, les experts et consultants, et la GTZ ont conjointement finalisé sur place durant les 4 jours avant le séminaire les différentes présentations, les guides de facilitation des sessions plénières et activités en groupes, l'organisation des sessions et des thématiques. Le séminaire était organisé autour de 4 principaux modules thématiques :

- A. Partage et analyse de l'Etude “*Préparation pour la vie et pour le travail*” (aspects conceptuels et études de cas) – Journée 1 & 2
- B. Liens entre l'Etude et le Projet – Journée 3
- C. Résumé des résultats du Projet à ce jour (c'est-à-dire le renforcement des capacités; les innovations curriculaires; leçons apprises; *Perspectives 164*) et expériences d'autres pays – Journée 3

- D. Introduction des nouvelles dimensions du Projet (c'est-à-dire l'éducation à la paix)
– Journée 4
- E. Elaboration collaborative du plan du Projet et du projet de plan de travail pour 2009
– Journée 5

Préparation logistique :

Le séminaire a pu être organisé grâce à l'appui conjoint du Centre National de Développement du Curriculum du Rwanda (CNDC/ Ministère de l'Education), la coopération technique allemande (GTZ) et l'équipe BIE (l'administration à Genève et l'équipe sur le terrain). Les 3 institutions ont travaillé avant et pendant le séminaire pour assurer les aspects logistiques et organisationnels : organisation des salles de travail ; préparation des équipements, préparation des documents de travail (traductions anglais-français et vice versa, etc.), organisation des visites de terrain, etc.

Méthodologie de travail :

Nous avons privilégié une méthode de travail basée sur des approches participatives: partage, apprentissage mutuel et construction collaborative de la connaissance. Les différents participants (pays, experts, BIE, UNESCO, etc.) y ont tous activement participé en tant que : présentateurs, animateurs, présidents de session, facilitateurs, rapporteurs, personnes ressources.

La méthodologie de travail a été, comme toujours, centrée sur les panels, les débats et les travaux de groupe. L'équipe du BIE avait préparé un *Guide de facilitation* à l'intention des présidents de séances et des modérateurs des groupes de travail ; ce guide présentait aussi en détail le programme prévu pour chaque journée, les questions centrales à débattre et la méthodologie et les temps proposés.

L'équipe du BIE a eu à sa charge la présentation des objectifs du séminaire, les synthèses de départ et de conclusions des journées de travail et du séminaire lui-même. Des membres des équipes des pays ou des consultants ont dirigé les travaux à tour de rôle. Les contacts informels ont été très importants dans les rapports établis entre les pays et entre les membres des équipes.

Les attentes des participants se sont centrées sur la valeur de l'échange d'expériences entre les pays, sur l'explicitation de la dimension de « l'éducation à la paix » dans des réalisations articulant la théorie et la pratique et encore sur l'enrichissement du curriculum dans la lutte contre la pauvreté.

Activités :

Les sessions étaient organisées en :

- Sessions plénières interactives (panels)
- Travaux en groupe
- Feedback des participants et évaluation du séminaire

Evénements sociaux:

- Visite de deux écoles et échanges entre les participants au séminaire et la direction, le corps professoral et les élèves
- Visite du mémorial du génocide qui a renforcé l'importance d'introduire l' « éducation pour la paix » dans les curricula,
- Cocktail et Tour de la ville

La visite de terrain

Les visites de terrain se sont déroulées dans deux écoles à Kigali, une centrée sur l'utilisation des « lap-tops » (ordinateurs portables) dans l'enseignement primaire – Ecole primaire de Kagugu, conventionnée de l'église catholique et une école au niveau secondaire – Fawe Girls School, « The Centre of excellence for girls ».

L'école primaire Kagugu

L'école primaire de Kagugu est une école conventionnée de l'église catholique. L'école gère simultanément 2 programmes d'enseignement : un programme d'enseignement primaire classique et un programme de réintégration des enfants déscolarisés connu sous le nom de « catch up programme ».

L'école a une bibliothèque équipée en livres et des lap top pour tous les élèves soit au total 3105 lap tops, 20 ordinateurs pour le personnel, 2 imprimantes et 2 appareils photo.

L'école entretient un partenariat avec l'IEE (International Education Exchange) des USA qui appuie l'école dans différents projets dont la bibliothèque, la fourniture en livres de lecture, le matériel audio visuel et l'initiation des élèves aux arts. L'école développe aussi le programme « one lap-top per child », programme supporté à 100% par le Ministère de l'Education du Rwanda.

L'école développe également un programme d'éducation à la paix avec l'African Evangelical Enterprise (AEE) et a déjà mis en place un club d'unité et réconciliation fonctionnel.

L'école Fawe (Forum of African Women Educationalist)

L'école Fawe, un « centre d'excellence pour filles ». Il s'agit d'une école secondaire publique soutenu par l'ONG Fawe. Les objectifs de cette école sont d'augmenter le nombre de place disponible pour filles à l'école secondaire, de lutter contre les problèmes sociaux et domestiques auxquels sont confrontées les filles, de procurer un environnement favorable à l'apprentissage surtout en science et en maths, de démontrer que les filles peuvent avoir les mêmes chances de réussir que les garçons à condition qu'on leur procure les mêmes opportunités.

Lors de ces visites, moments importants durant les séminaires de ce projet, nous avons eu l'occasion de visiter des classes et parler avec les enseignants. Ces visites se sont avérées très intéressantes et ont donné lieu à des échanges fructueux ; nous en avons fait l'analyse critique au cours du séminaire. Les diverses questions qui ont été abordées, se référaient souvent à l'utilité/impact des mesures mises en place, notamment lors de la visite de l'école primaire de

Kagugu et son programme « one lap-top per child ». La conclusion ressortie de ces discussions, est que toute innovation se doit d'être accompagnée de mesures de mises en œuvre qui implique une formation du corps professoral à la hauteur des ambitions et des ressources engagées pour l'innovation. La visite de l'école FAWE a, quant à elle, posé la question des centres d'excellences et de l'écart qu'il existe entre ces écoles, qui sont de véritables modèles de fonctionnement scolaire grâce notamment à de grandes ressources financières et les autres établissements qui constituent la norme et qui connaissent de nombreuses difficultés. Ceci ne remettant pas en cause, bien évidemment, l'excellent travail réalisé par l'école FAWE.

2. L'étude « Préparation à la vie et au travail », commentaires et propositions

L'« étude comparative mettant l'accent sur l'enseignement de base (primaire et secondaire du premier cycle) dans les pays africains en développement » a été préparée par la GT/BMZ BMZ (Coopération technique allemande au développement/ Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement) avec l'appui technique du BIE. Les auteurs en sont Dakmara Georgescu, Philip Stabback, Klaus Jahn, Elmehdi Ag Muphtah et Philippe de Castro.

Il s'agit d'une étude qui a analysé les curricula écrits du point de vue de l'inclusion des compétences pour la vie et le travail. Elle présente des études de cas complètes (Afrique du Sud, Botswana, Mali, Congo), des études de pays de référence (Angola, Burundi, Kenya, Maurice, Mozambique et Sénégal) et des études sur d'autres régions (Australie-Nouvelle-Galles du Sud, Royaume-Uni, Angleterre).

Cette publication a été présentée par ses auteurs : la méthodologie, les concepts, les contenus, les conclusions et les recommandations. Ils ont souligné des avancées au niveau des curricula écrits. Les soucis quant aux compétences et la préparation à la vie et au travail y sont pris en compte.

Les auteurs ont encore souligné des questions de :

- i) *nature conceptuelle* : « curriculum », « programmes », « disciplines », « compétences », connaissances » et « savoirs » ;
- ii) *nature stratégique* : les méthodologies de construction des curricula, les questions pédagogiques, de gestion des écoles et de formation des enseignants – on remarque qu'il y a un divorce entre ces domaines dans de nombreux pays ;
- iii) *nature politique* : le dialogue politique à travers des organes de participation locale, régionale ou nationale dans la construction du curriculum et de sa mise en pratique.

Le débat qui s'en est suivi a été très riche : on a interrogé la possibilité de construction d'un cadre de référence pour l'élaboration de curricula, ainsi que les rapports entre les curricula écrits et les pratiques pédagogiques dans les écoles. Il a également été question de l'utilisation de cette étude, des méthodologies utilisées et de l'importance du dialogue politique dans l'analyse des curricula écrits. Des questions relatives à la clarification des concepts dans des

documents d'encadrement de l'éducation dans les différents pays ont été également abordés. Des questions portant sur les critères de sélection des pays étudiés, et le choix de l'analyse des curricula écrits ont été soulevés par les participants.

Au regard des participants, cette étude est un excellent outil pour entamer la réflexion sur les compétences pour la vie et l'éducation à la paix. Elle donne un aperçu sur le contenu actuel des curricula écrits en terme de compétences pour la vie et le travail et enfin elle peut servir pour la formation des concepteurs et rédacteurs de curricula. Les auteurs ont également mentionné les limites de leur étude : manque de ressources suffisantes pour une analyse de la mise en œuvre concrète des curricula au niveau des écoles, indisponibilité de documents curriculaires pour l'éducation non formelle dans de nombreux pays analysés, temps imparti insuffisant pour analyser les différentes composantes du curriculum de manière plus approfondi, etc.).

Des groupes de travail ont par ailleurs approfondi le chapitre 2¹ de l'étude centré sur la définition de compétences. Cette approfondissement s'est effectué sur la base d'un document de travail préparé à cet effet (dans le but de son amélioration), tout en tenant compte des principaux aspects qui sous-tendent le curriculum et en cherchant à identifier des pratiques efficaces ainsi que des obstacles, dans les pays, en ce qui concerne la préparation pour la vie et pour le travail.

Le résultat des travaux des trois groupes a amené des apports au concept de compétences :

- cherchez- vous, de notre part, une validation ou un enrichissement du concept de compétences ?
- parmi les compétences s'inscrivent les savoir-faire fonctionnels et réflexifs ;
- il faut tenir compte du fait qu'il y a des compétences de base, des compétences-clé et des compétences-transversales (macro-compétences)
- les différents pays ont des approches diverses quant aux compétences, approches qui sous-tendent les curricula et qui sont à la base des options de formation des enseignants
- on a souligné, avec des exemples de bonnes pratiques, le fait que les modèles d'évaluation sont alignés aux compétences ;
- plus qu'un concept, les compétences constituent une pratique urgente pour renforcer la confiance sociale dans les apprentissages scolaires ;
- on a proposé que l'on explicite les rapports entre les différents types de compétences et leur mode de construction à l'école.

En approfondissant l'étude et ses apports, les participants ont travaillé sur quatre questions :

- quels sont les principaux facteurs à prendre en compte dans l'élaboration des politiques curriculaires relatives à la préparation pour la vie et le travail ?
- quelles sont les expériences réussies dans vos pays à ce sujet ?

¹ Le chapitre 2 sera disponible dans la version finale de l'étude prévue courant 2009

- quelles difficultés et quels modes de les dépasser rencontrez-vous ?
- quelles suggestions faites-vous pour l'amélioration de l'étude en vue de sa publication ?

Les synthèses des groupes de travail et les présentations en panel ont confirmé les obstacles de nature politique (la vision des décideurs, par exemple), économique (les infrastructures, entre autres), socioculturels (la scolarisation des filles et les mariages prématurés, les taux d'analphabétisme des personnes plus âgées) et institutionnels (les effectifs très élevés par classe, la formation des enseignants axée sur la pédagogie par objectifs étant ressentis comme les facteurs les plus importants).

Quant aux modes de dépassement de ces obstacles, les participants ont souligné leur engagement dans l'amélioration de la qualité scolaire, l'augmentation des taux de scolarisation, l'approche par les compétences, autant dans la formation des enseignants que dans la mise en œuvre du curriculum et les difficultés qui persistent dans la traduction de ces intentions en pratiques réelles. Les pays faisant partie du projet depuis 2004 ont présenté leurs « bonnes pratiques » comme étant des pas vers le rôle de l'école dans la lutte contre la pauvreté et de l'Education Pour Tous.

Les débats autour de l'étude ont amené des propositions concrètes tant au niveau formel (corrections ponctuelles concernant la réalité des pays étudiés), qu'au niveau conceptuel, pour une amélioration en vue de sa prochaine publication.

Les conclusions ont abouti à :

- l'importance de clarification, dans le titre de la publication, la nature de cette étude, basée sur des documents écrits, pour qu'il n'y ait pas de fausses attentes ;
- la complémentarité de l'Etude avec les bonnes pratiques publiées dans le n°.164 de la revue Perspectives du BIE. Le cas du Mozambique (« le curriculum local ») et celui de Maurice (les Zones d'Education Prioritaires) ont suscité, en particulier, l'intérêt des six nouveaux pays participant à ce séminaire ;
- la proposition de tenir compte de l'étude dans la conception curriculaire dans les pays (soit de nouveaux curricula, soit lors de leur révision, en cours dans de nombreux pays) ;
- la formulation du souhait d'intégrer l'étude par de nouveaux pays (le Malawi, notamment) ;
- l'articulation de la publication avec d'autres études pour des enrichissements mutuels ;
- l'importance de pouvoir évaluer les compétences pour la vie et pour le travail construites à l'école dans des situations réelles de la vie (pour une suite éventuelle de cette étude) ;
- l'importance de la mobilisation de nouveaux partenaires, en utilisant ce cadre théorique, méthodologique et stratégique comme un « parapluie » pour l'initiation d'autres études.

Enfin, J. Klaus a présenté une synthèse soulignant l'importance de la formation initiale et continue des enseignants, de la conception des matériels scolaires aussi bien que de

l'évaluation pour passer de la conception des curricula aux pratiques et aux rapports dans les classes.

3. Présentation des résultats et des acquis du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne »

Une présentation des résultats et acquis du projet a été rendu nécessaire par le fait que les cinq nouveaux pays présents lors de ce séminaire ne connaissait que très partiellement ou pas du tout les travaux réalisés dans le cadre du projet. Les neuf équipes pays se sont succédées lors de deux panels pour rendre compte des apports du projet dans le développement des curricula de leur pays et partager avec l'ensemble du groupe les travaux réalisés de 2004 à 2008.

Contribution du projet pour aider à l'amélioration du curriculum en termes de lutte contre la pauvreté, et de développement individuel et sociétal

Le projet a permis de porter un regard analytique sur les curricula officiels en vigueur et leurs liens avec la lutte contre la pauvreté. Le projet a produit un outil² d'analyse du curriculum de l'enseignement primaire d'abord et qui s'est élargi au premier cycle de l'enseignement secondaire. Cet outil a permis aux pays de relever les insuffisances des référentiels de son système éducatif.

Les concepts opératoires comme le curriculum, les compétences, la pauvreté, le dialogue politique et leurs dérivés ont été développés et enrichis. Ces divers concepts ayant été analysés et discutés durant les trois premiers séminaires internationaux du projet

La prise en compte dans le curriculum des nouveaux contenus éducatifs notamment comme la santé, la nutrition, l'éducation au VIH et sida, l'éducation à la paix l'éducation en matière de population et à la vie familiale, l'éducation environnementale. Les moyens d'intégration de ces thématiques se faisant soit par l'inclusion de thèmes transversaux dans les manuels, soit par l'élaboration de curriculum locaux.

Les principales leçons apprises par les équipes pays dans le cadre du projet

Les apports du projet ont été nombreux en termes de contenus et de renforcement des capacités. Les participants ont souvent souligné l'importance des discussions et des échanges d'expériences dans l'évolution des pensées et dans la compréhension de certains concepts.

L'importance d'avoir une vision plus globale du système éducatif nécessitant la participation de l'ensemble des acteurs, aussi bien du corps professoral que des membres de la communauté et des autres organismes ministériels. Il s'agit d'un réel travail intersectoriel. L'approche curriculaire n'est pas seulement une affaire de spécialistes de l'éducation. A travers le dialogue politique et la mobilisation sociale, il est possible de lever les incompréhensions et les

² Cet outil d'analyse du curriculum, développé par les membres du projet et structuré en onze fiches, aide à la réflexion sur la pertinence des réponses curriculaires apportées à la lutte contre la pauvreté. La version finale de cet outil a été présentée lors du séminaire de Madrid en juin 2005.

malentendus suscités par les réformes. La société dans son ensemble se retrouve ainsi impliquée dans une démarche progressiste qui, à terme, permettra de s'affranchir des méthodes et des visions traditionnelles de l'éducation retrouvant souvent leurs fondements dans les origines de l'occupation coloniale.

Les participants ont aussi souligné l'importance des échanges d'expériences concernant les bonnes pratiques identifiées dans le cadre du projet ; l'éducation bilingue, la scolarisation d'enfants non-scolarisés ou déscolarisés, la possibilité d'améliorer l'accès à l'éducation par la création d'écoles à classe unique, la réadaptation des calendriers scolaires tenant compte des contraintes au niveau local, la flexibilité des curricula dans leur application et le rôle de plus en plus complexe de l'enseignant dans la prise en compte des aspects liés à la vie, à la société, au contexte.

L'enseignant assume ainsi un rôle plus important, son implication devient effective dans tout le processus de la réforme et de leur formation. Toute innovation curriculaire nécessite, pour sa mise en œuvre, des enseignants très bien formés et un matériel didactique adapté.

La pauvreté est une réalité dont il faut tenir compte, tant du point de vue matériel que du point de vue symbolique, dans l'organisation de l'école, dans son fonctionnement et dans les pratiques et les rapports pédagogiques

Il s'agit de pouvoir donner un sens au changement, de montrer que l'éducation peut-être faite autrement, de motiver et retenir les élèves, d'encourager l'engagement des enseignants, de susciter la participation active des communautés, de permettre l'ouverture de l'école vers l'extérieur, d'assurer enfin une utilisation optimale (judicieuse) des ressources, en un mot construire une école inclusive.

Changements apportés dans les curricula

Les pays ont souligné le fait que les apports du projet avaient amené, dans certains cas, à des élaborations de nouvelles Lois d'Orientation ou à des révisions de celles qui existaient auparavant, ainsi qu'à la mise en place de commissions chargées du curriculum (autant dans l'enseignement de base que dans l'enseignement secondaire).

L'approche par les compétences introduite dans les curricula lors des réformes éducatives toujours en cours, a abouti à l'introduction de thèmes transversaux pour le développement de compétences pour la vie (éducation à la santé, éducation à la prévention routière, à la prévention contre les mines, pour le développement durable, à la citoyenneté).

D'autres aspects comme l'intégration des langues nationales, les liens entre l'éducation formelle et non formelle, la possibilité d'intégrer un centre de formation professionnelle à la fin de l'enseignement de base ont été largement présentés par les participants.

Difficultés et souhaits

Concernant les difficultés, les participants ont fait part des problèmes rencontrés non seulement auprès des décideurs politiques mais aussi auprès des enseignants dont la formation ne facilite pas l'ouverture au changement. L'approche par compétences est encore souvent mal perçue et leur bas salaire ne suscite pas non plus chez eux une grande ouverture au changement.

Le manque de moyen se fait également sentir au niveau du réseau scolaire souvent insuffisant et obsolète. Le nombre d'élève par classe est élevé, le personnel d'encadrement formé dans la perspective des innovations curriculaires pour la lutte contre la pauvreté manque cruellement. Le passage de la théorie à la pratique est le point sensible, la mise en œuvre des innovations curriculaires demande beaucoup de moyens et c'est souvent sur ce point que la situation pêche.

Concernant les souhaits, on peut mentionner celui d'une meilleure formation des cadres en ce qui concerne l'approche par les compétences et leur implication dans la formation initiale et continue des enseignants, des groupes-classes « raisonnables », des réponses à l'intention des jeunes qui ont quitté l'école sans terminer l'enseignement obligatoire, la diversification des filières de l'enseignement secondaire pour rendre l'école plus pertinente pour la vie. Il a aussi été question du souhait de la continuation de l'approfondissement des connaissances des cadres des Ministères pour une meilleure gestion du système éducatif, et du développement des synergies entre les dimensions politiques et techniques des changements engagés dans les écoles pour que les « bonnes pratiques » soient valorisées.

Certains participants ont demandé à ce qu'une équipe du BIE se rende dans les pays du projet afin de présenter les résultats du projet aux autorités, aux syndicats et à la société civile afin que les acquis du projet se traduisent dans des textes et des documents qui améliorent les pratiques et que ses pratiques soient mieux comprises par la communauté éducatives locale.

On peut dire que la question de la formation, tant au niveau des cadres des ministères, du personnel d'encadrement et des enseignants eux-mêmes est un besoin et un défi pour tous les pays engagés dans le projet.

4. Liens entre l'étude sur les compétences pour la vie et le travail et le projet du BIE UNESCO sur l'éducation à la paix et la lutte contre la pauvreté

Afin de clarifier et de démontrer l'utilité de cette étude comme outil de travail pour les travaux du projet, notamment pour la dimension « éducation à la paix », Elmehti Ag Muphtah a procédé à la présentation des liens qui existent entre l'étude et le projet et au travail d'approfondissement à entreprendre pour que l'étude serve d'outil au projet.

Comment l'idée de lier l'étude et le projet est-elle née ?

Le BIE UNESCO s'est montré très impliqué dans les recherches et la rédaction de cette étude sur l'analyse des curricula, non seulement parce qu'elle ciblait des pays d'Afrique subsaharienne mais surtout parce que certains des pays étudiés faisait déjà partie du présent projet. Cette étude représentait l'occasion de procéder à un état des lieux quant au contenu des curriculums des pays du projet en matière de compétences pour la vie et le travail et plus largement, la lutte contre la pauvreté.

De plus, cette étude ne constitue qu'une première analyse des curricula de l'éducation de base sous l'angle des compétences pour la vie (éducation à la paix : citoyenneté, éducation à la démocratie, valeurs, etc.). Il est prévu d'approfondir les résultats de cette étude dans le cadre

d'un projet lancé par le CIEP (Centre International d'Etudes Pédagogiques) et la GTZ en analysant la mise en œuvre concrète des curricula au niveau des classes.

Il est apparu donc pertinent d'utiliser cette étude comme outil de travail et de réflexion, notamment dans la perspective de l'intégration de l'« éducation à la paix » (compétences pour la vie) comme nouvelle dimension du projet.

Pourquoi avons-nous pensé qu'il était pertinent de les lier?

Cette étude couvre une grande partie des régions d'Afrique subsaharienne, se concentrant aussi bien sur des pays francophones qu'anglophones et lusophones. L'analyse des curricula de ces divers pays sous l'angle des compétences pour la vie et le travail peut donc servir de plateforme d'échange et de partage des pratiques mises en place dans les pays du projet et dans les autres pays analysés. En d'autres termes, cette étude permet faire un premier pas vers une analyse critique comparative entre les systèmes éducatifs de tous ces pays et de mettre cette analyse en perspective avec d'autres régions du monde (Australie, Royaume-Uni)³.

Le projet bénéficie aussi des expériences de diverses institutions et organismes. Tout d'abord la GTZ, qui travaille étroitement avec plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi les spécialistes en curriculum du ministère de l'éducation des pays concernés par l'étude. Ces collaborations peuvent se révéler très fructueuses et permettront sans nul doute d'enrichir les travaux du projet.

Quels résultats concrets le projet peut-il attendre de cette étude et l'étude du projet?

La troisième phase du projet du BIE UNESCO initiée en 2008 à la suite du Forum de Madrid⁴ se propose d'intégrer l'« éducation à la paix » comme nouvelle dimension dans la lutte contre la pauvreté. L'approche adoptée par l'étude qui analyse les curricula sous l'angle des compétences pour la vie et le travail est un point de départ idéal et un premier levier à l'élaboration des questionnements sur l'intégration de l'éducation à la paix dans les curricula des neuf pays. Elle donne des éléments conceptuels contribuant à la compréhension et à la définition de la thématique de l'« éducation à la paix » et plus largement du « apprendre à vivre ensemble ».

Il s'agit donc d'un outil de travail appréciable dans le sens où il permet d'apprécier concrètement à l'intérieur même des curricula, les éléments et les pratiques contribuant à l'intégration de l'« éducation pour la paix ».

En termes de collaboration, les responsables de l'étude semblent très intéressés à continuer les échanges et à apporter leur contribution à long terme dans le cadre du projet « Innovations curriculaires, éducation à la paix et lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne ». Les modalités et les actions restent encore à définir.

³ La version finale de l'étude inclura une analyse de cas de la France

⁴ Le rapport complet du Forum de Madrid est disponible sur le site internet du projet à l'adresse : <http://www.ibe.unesco.org/fr/reduction-de-la-pauvrete/seminairesateliers.html>

5. L'Éducation à la paix : une dimension à intégrer dans la lutte contre la pauvreté

Un panel de haut niveau composé d'experts de différents types d'organisations (organisation non gouvernementale, organisation internationale, organisation bilatérale, organisation nationale) a permis de partager des approches différentes et complémentaires ainsi que des expériences variées et riches dans le même domaine de l'éducation à la paix.

Lynn van der Elst (experte sud africaine, ONG Media In Education Trust), Dakmara Georgescu (BIE), Elisabeth Merkx (GTZ), K. Jahn (GTZ) et Michel Muhirwa (Inwent, Peace Project, Rwanda) ont présenté : des projets, des perspectives, des propositions, des outils d'analyse et de formation et des matériaux didactiques qui permettent de réfléchir à l'intégration de l'éducation à la paix, articulée à la lutte contre la pauvreté et dans la ligne des compétences pour « Vivre ensemble ».

Au cours du débat, la question de savoir s'il fallait faire de l'éducation à la paix un domaine curriculaire transdisciplinaire ou un moment spécifique dans le travail de la classe est souvent revenu. L'importance de pédagogies actives et d'expériences vécues pour que ce domaine ne devienne pas un thème « ritualisé » a été soulignée par les participants. L'idée que l'éducation à la paix doit aussi inspirer l'organisation et la vie des classes et des écoles et ne doit pas rester au niveau des discours a été largement renforcé par les participants.

Des références ont été faites aux contenus des manuels qui ont parfois des références « subtiles » (dans le cas de l'histoire, par exemple, mais pas seulement) qui peuvent nourrir des tensions, alimenter des préjugés ou des stéréotypes.

Il faut signaler une intervention d'Edem Adubra (Unesco Windhoek) qui a repris les questions posées aux pays et qui a voulu y répondre en termes institutionnels. Il a signalé le travail de conceptualisation et les documents, très denses qui ont nourri ce séminaire. Considérant que le curriculum est un pivot dans la lutte contre la pauvreté, il a repris le « gap » entre les discours politiques et le travail et la formation des concepteurs de curricula et des enseignants eux-mêmes ; le (faible) financement à cet égard et le temps nécessaire aux changements et à la construction d'un curriculum qui intègre ces dimensions font le plus souvent défaut ; il est important d'intégrer ce travail dans toute programmation, pour assurer sa continuité.

On s'est enfin aperçu qu'il existe une richesse et une diversité de travaux dans ce domaine, certains intégrés dans le travail scolaire. On a considéré qu'il s'agissait d'un premier pas d'entrée en matière, articulant l'éducation à la paix et la lutte contre la pauvreté et que, désormais, cette dimension serait présente dans le projet, dans toute initiative régionale, nationale ou internationale. On en tiendra compte dans la programmation pour 2009.

6. La suite du projet : élargissement et approfondissement du travail

Tous les pays ayant évalué positivement l'étude et le projet, le BIE a présenté aux participants trois « scénarios » possibles pour la suite du projet pour l'année 2009. Ces scénarios ont été discutés et débattus en trois groupes et en séance plénière.

Elmehdi Ag Muphtah a présenté les scénarios possibles pour la suite du projet en reprenant pour chacune d'elles les dimensions liées à la recherche-action et à la formation qui constituent le cœur de la méthodologie de travail du projet.

Les besoins et les priorités, ainsi que les activités à développer ont ainsi pu être identifiés et présentés aux participants.

Parmi les activités à développer, on retrouve le travail de divulgation de Perspectives no. 164, des activités de partage à proposer par les pays sous des formulations diverses et adéquates à leur situation, la réalisation de séminaires nationaux ou régionaux, des visites d'appui du BIE (exemple d'une demande formulée à Kigali par l'équipe du Burundi), des visites d'échanges et de travail entre pays (qui se sont avérées être une formule très riche, parce plus flexible et adéquate aux besoins et aux intérêts de chaque pays) ainsi que des concertations nationales pour la poursuite de l'identification et de l'analyse de « bonnes pratiques ».

Au niveau de la formation, l'élaboration d'un outil de renforcement des capacités et de mise en œuvre des curricula a été proposée afin d'intégrer au mieux l'éducation à la paix dans les curricula et former les responsables et les techniciens du curriculum.

La présence de Mme Clementina Acedo, directrice du BIE, a permis d'envisager la présentation de Perspectives n° 164 et l'Etude BIE/GTZ lors de la 48^{ème} session de la Conférence internationale de l'éducation (Genève, 25 au 28 novembre 2008).

Quant aux séminaires internationaux, tenant compte des ressources disponibles, le BIE a donc proposé trois scénarios possibles pour 2009, à savoir :

- **scénario 1** – la réalisation de deux séminaires en Europe (Genève et Frankfurt) ; un de ces séminaires serait consacré à un atelier technique d'élaboration de l'outil de renforcement des capacités et de mise en œuvre des curricula axé sur la dimension « éducation à la paix ».
- **scénario 2** – la réalisation de trois séminaires internationaux : deux en Europe, (Genève et Frankfurt) dont l'atelier technique mentionné ci-dessus, et un en Afrique (l'Afrique du Sud et le Kenya se sont proposés à tenir ce séminaire).
- **scénario 3** – la réalisation de deux séminaires internationaux, un en Europe et un en Afrique.

Après analyses et discussions sur ces propositions, les trois groupes se sont mis d'accord quant aux activités de recherche-action et de formation au niveau national et régional et ont opté pour le scénario 2. Les participants ont considéré qu'il ne fallait pas centrer tout le travail international en Europe.

Le séminaire a ainsi pu aboutir à l'élaboration d'un plan de travail concret et réaliste pour 2009. Différents types de scénarios ont été proposés aux équipes pays. Ces scénarios ont été construits en partant des besoins et attentes exprimés par les pays et en fonction des ressources disponibles.

Le plan de travail comprend :

- 1) l'élaboration d'un outil de renforcement de capacités et de mise en œuvre composé de 3 parties : i) Concepts; ii) Bonnes pratiques; iii) Pistes d'action pour la mise en œuvre.
- 2) la continuation du partage et de l'approfondissement du travail sur les dimensions « lutte contre la pauvreté » et « éducation à la paix » et leurs liens
- 3) Préparation d'un guide sur l'état des lieux sur l'éducation à la paix dans les pays du projet

- 4) 3 séminaires internationaux : 2 en Europe (Genève et Frankfort) dont 1 sera technique pour l'élaboration de l'outil de renforcement des capacités et de mise en œuvre de l'éducation à la paix, et 1 en Afrique (Kenya ou Afrique du Sud)
- 5) Elargissement du projet aux nouveaux pays, tout en tenant compte des décisions au niveau national et de la disponibilité de ressources (mobilisation des fonds).

7. Conclusions et recommandations

Partant de ces résultats, de ces défis et de ces conclusions, les pays participants au 6^{ème} séminaire international de Kigali, proposent :

- de disséminer au niveau local, national et régional, de partager et d'enrichir les études et les outils de travail sur la lutte contre la pauvreté et l'éducation pour la paix ; et de préparer dans les années à venir des études axées sur le terrain pour analyser la mise en œuvre concrète des curricula ;
- d'approfondir les concepts de « la lutte contre la pauvreté » et de « l'éducation pour la paix » ;
- d'élargir et avoir accès aux bonnes pratiques sur les solutions concrètes en termes de lutte contre la pauvreté et d'éducation à la paix ;
- de continuer le partage, l'approfondissement et l'intégration des dimensions « lutte contre la pauvreté » et « éducation à la paix » sur la base des expériences concrètes et des orientations méthodologiques claires ;
- d'explorer les stratégies effectives de partenariat (comme avec la GTZ) et de mobilisation de fonds pour assurer la continuité du projet.⁵

Enfin, on peut dire que le pari a été gagné par les organisateurs du 6^{ème} séminaire international du projet (BIE-UNESCO/GTZ/Rwanda), grâce au travail des membres de l'équipe d'organisation accompagnée par les experts/ consultants et les équipes pays fortement engagés dans le travail.

Le séminaire réalisé à Kigali a eu un énorme poids symbolique en ce qui concerne l'assomption pleine de la dimension de « l'éducation à la paix » dans le cadre du rôle de l'école dans la lutte contre la pauvreté.

8. Annexes

- Annexe 1 : Agenda
- Annexe 2 : Agenda de la visite de terrain
- Annexe 3 : Liste des participants
- Annexe 4 : Conclusions du séminaire
- Annexe 5 : Plan de travail 2009

⁵ Voir annexe 4 : « Conclusions du séminaire »